

**Séance ordinaire du  
jeudi 1 février 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le premier février, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Clare HART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ.

**Approbation d'une convention relative à la mise en œuvre de la médiation entre le  
Tribunal Administratif de Montpellier, la Cour Administrative de Marseille et la  
commune**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les articles L 213-1 et suivants du Code de justice administrative, issus de la loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XX<sup>ème</sup> siècle et R. 213 et suivants issus du décret n°2017-566 du 18 avril 2017 relatif à la médiation dans les litiges relevant de la compétence du juge administratif, permettent à des parties ayant à connaître d'un différend de recourir à la médiation soit en dehors de toute procédure juridictionnelle, soit postérieurement à la saisine d'une juridiction administrative.

Le processus de médiation peut être déclenché soit à l'initiative des parties, soit à l'initiative du président de la formation de jugement après avoir recueilli l'accord des parties.

C'est dans ce contexte que la Cour administrative d'appel de Marseille et le Tribunal administratif de Montpellier dans un souhait de diffusion de la culture de la médiation en remplacement de l'action du juge, ont sollicité la commune de Montpellier.

Il est ainsi proposé de signer une convention dont le but est de fixer un cadre de référence pour les parties qui s'engagent dans une médiation conventionnelle libre ou mettant en œuvre une clause contractuelle prévoyant une médiation.

La médiation est exercée dans les délais de recours contentieux et de prescription applicables au litige pour

pouvoir valablement interrompre le premier et suspendre le second.

Le président de juridiction recueille l'avis des parties sur le choix du médiateur. Celui-ci peut être une personne physique ou morale. Cependant tout médiateur devra se conformer à la charte éthique du médiateur.

Les frais de médiation sont à la charge des parties.

La convention à intervenir entre la commune de Montpellier, le Tribunal administratif de Montpellier et la Cour administrative d'appel de Marseille est passée pour une durée de 3 ans.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :**

- accepter les termes de la convention relative à la mise en œuvre de la médiation dans le ressort du Tribunal administratif de Montpellier ;
- dire que les frais relatifs à la médiation sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer ladite convention et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 2 février 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur  
034-213401722-20180201-26630-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 12/02/18  
Réception en Préfecture : 12/02/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.